



**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

Fourniture d'électricité pour la Société d'Economie Mixte Locale (SEML)  
Biarritz Océan

Marché n°AOO-01-2025

Pouvoir adjudicateur :

**SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BIARRITZ OCEAN**  
PLATEAU DE L'ATALAYE  
64200 BIARRITZ

Date et heure limites de remise des offres :

**Le mardi 06/05/2025 à 13 h 00**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
1.1	LA NOMENCLATURE CPV .....	3
<b>2</b>	<b>POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>PROCEDURE DE CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>5</b>	<b>FORME DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>6</b>	<b>FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>7</b>	<b>VARIANTES .....</b>	<b>4</b>
<b>8</b>	<b>PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) FACULTATIVE.....</b>	<b>4</b>
<b>9</b>	<b>DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>	<b>5</b>
1.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
9.1	RETRAIT.....	5
9.2	MODIFICATION DU D.C.E .....	5
<b>10</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>6</b>
10.1	DOSSIER DE CANDIDATURE .....	6
10.2	DOSSIER D'OFFRE .....	8
10.3	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	9
<b>11</b>	<b>CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>9</b>
<b>12</b>	<b>EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
12.1	SELECTION DES CANDIDATURES .....	10
12.2	JUGEMENT DES OFFRES.....	11
<b>13</b>	<b>ATTRIBUTION DU MARCHE .....</b>	<b>12</b>
13.1	MISE AU POINT.....	12
13.2	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	12
<b>14</b>	<b>SIGNATURE DU MARCHE.....</b>	<b>13</b>
<b>15</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>13</b>
15.1	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	13
15.2	PROCEDURE DE RECOURS .....	13

## 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La Consultation a pour objet la mise en place d'un accord-cadre de fourniture d'électricité en vue de l'alimentation des PDL dont le périmètre est spécifié à l'article 8 du CCATP.

Il donnera lieu à une remise en concurrence des Titulaires dans le cadre d'un marché subséquent conformément à l'article R.2162-10 du Code de la commande publique et dans les conditions reprises à l'article 6 du CCATP.

### 1.1 LA NOMENCLATURE CPV

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens [CPV] est :

	Catégorie	Désignation
Objet principal	65300000	Distribution d'électricité et services connexes

## 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

**SEML BIARRITZ OCEAN**

Plateau de l'Atalaye

64200 BIARRITZ

Tél. : 05 59 22 33 34

R.C.S 513 613 687 BAYONNE

Représentée par Madame Marion ETCHEVERRY en sa qualité de Directrice Générale.

## 3 PROCEDURE DE CONSULTATION

La présente procédure est soumise aux règles issues du code de la commande publique et aux différents textes, ordonnances, décrets ou arrêtés pris en application dudit code en matière de commande publique.

Le présent marché est passé selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** en application des articles L2120-1 3°, L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 Code de la Commande Publique.

## 4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti, l'allotissement risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 5 FORME DU MARCHE

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires sans engagement minimum et avec un engagement en volume maximum. Le volume maximum pour toute la durée du contrat (24 mois) est fixé à 6760 MWH.

**Nombre d'attributaires maximum : 4**

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute par la passation d'un marché subséquent, dans les conditions fixées à l'article R. 2162-10 du Code de la Commande Publique.

Siret	Nom du site	Adresse du RAE/ PDL	RAE / PDL	Date de début de contrat	Volume en MWH par an
51361368700013	HISTORIQUE	Plateau de l'Atalaye 64200 Biarritz	30001640898599	01/01/2026	769,071
51361368700013	EXTENSION	Plateau de l'Atalaye 64200 Biarritz	30001644104770	01/01/2026	1822,23
51361368700013	CITÉ	Cité de l'Océan Av de la plage 64200 Biarritz	30001644104332	01/01/2026	627,23

## 6 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter sous la forme d'une entreprise unique, d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements

En cas de candidature présentée par un groupement d'opérateurs économiques, il est rappelé que chaque membre du groupement devra remettre un dossier de candidature tel que décrit à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation, à l'exception de la lettre de candidature (DC1).

## 7 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées. La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

## 8 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) FACULTATIVE

Le présent marché fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative.

La réponse à la PSE n'est pas obligatoire. Elle ne sera pas prise en compte lors de l'analyse des offres. Ainsi, seules les offres de base seront analysées en une seule fois. Le pouvoir adjudicateur décidera de retenir la PSE facultative uniquement si elle est associée à l'offre de base choisie après l'examen des offres. Ce choix est effectué au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

### PSE FACULTATIVE : OPTION ENERGIE VERTE

L'option Énergie Verte garantit que pour chaque kWh consommé, le Fournisseur achète un volume équivalent de Garanties d'Origine, couvrant 100% de la consommation totale du Client. Le prix de l'option Énergie Verte est fixé pour la durée initiale du Contrat et ne pourra être révisé, indépendamment des fluctuations du marché.

## 9 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### 1.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E) contient les pièces suivantes :

- Le présent **Règlement de la Consultation** (RC) et son annexe « Autorisation de collecte des données techniques des PDL »
- L'**Acte d'Engagement** (AE)
- Le **Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières** (CCATP)
- Le **Cadre de Réponse Financier** (BPU) ;

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

### 9.1 RETRAIT

Le DCE est à télécharger à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>.

L'opérateur économique est libre de s'identifier ou non lorsqu'il retire un DCE sur la plateforme. Son identification (adresse électronique) lui permet d'être tenu informé automatiquement via la plateforme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

De plus, le candidat vérifiera également que les alertes de la plateforme ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

### 9.2 MODIFICATION DU D.C.E

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 10 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres devront être rédigées en langue française et exprimées **en euros**.

Les pièces accompagnant le dossier, rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Cette obligation porte également sur tous les documents de présentation associés et les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

**Nous autorisons les candidats à obtenir auprès du Gestionnaire de Réseau les données nécessaires à l'établissement de leur offre. Nous les autorisons à obtenir auprès du Gestionnaire de Réseau, les données contractuelles et de consommation des sites objets de la consultation et repris dans le CCATP (cf. annexe « Autorisation de collecte des données techniques des PDL »)**

### 10.1 DOSSIER DE CANDIDATURE

Afin de justifier de ses qualités et capacités professionnelles, techniques et financières, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

LIBELLES	SIGNATURE
La lettre de candidature ( <b>Formulaire DC1</b> ) ou équivalent dûment rempli, et daté.	non
La Déclaration du candidat ( <b>Formulaire DC2</b> ) ou équivalent dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC2 sera complété pour chaque membre du Groupement et indiquera la nature conjointe ou solidaire du groupement. En cas d'attribution du marché public à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque membre du groupement lors de la phase d'attribution.	non
Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;	oui
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.	non
Pièces relatives à la <b>délégation de pouvoir</b> des personnes habilitées à engager le candidat	non
La présentation de références de fourniture d'électricité en offre de marche effectuées au cours des deux dernières années, indiquant le volume de GHW, la date de début et de fin du contrat et le destinataire (public ou privé).	non

La preuve d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 a 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.	non
Une copie de l'autorisation délivrée par le ministre chargé de l'énergie en vertu du décret 2011-1457 du 7 novembre 2011, relatif à l'autorisation d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente.	non

Les documents DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour les candidats constitués en groupement, les justificatifs demandés devront être fournis par chacun des membres du groupement (ou en cas de sous-traitance par chaque sous-traitant), à l'exception de la lettre de candidature, fournie en un seul exemplaire mais obligatoirement signée par tous les membres (hormis sous-traitant).

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

#### **NOTA :**

**L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).**

Adresse pour compléter le DUME : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter>.

*(Penser à changer la langue en haut à droite de la page – anglais par défaut sur la plupart des navigateurs).*

#### **Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat :**

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente

consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

## 10.2 DOSSIER D'OFFRE

Toute offre ne remplissant pas les conditions décrites ci-dessous est incomplète, et sera donc considérée comme irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Les offres seront examinées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-3 du code de la commande publique.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

LIBELLES	SIGNATURE
L'Acte d'Engagement (A.E) complété, daté et signé (Format Word et PDF)	oui
Le Cadre de Réponse Financier (BPU)* complété et daté (Format Excel et PDF).	non
L'offre technique du candidat, sous la forme d'un mémoire technique comprenant à minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une présentation générale de l'entreprise.</li><li>- Les modalités techniques de la bascule</li><li>- La gestion des données et relations entre l'acheteur, le titulaire et les GRD</li><li>- Une présentation des services proposée dans le cadre de l'exécution du marché notamment l'espace en ligne client.</li><li>- La méthodologie mise en place pour le démarrage et le suivi du marché.</li><li>- Le processus de facturation.</li><li>- <b>Les conditions particulières et générales de ventes du candidat.</b></li><li>- Toutes autres informations utiles à l'analyse et la bonne compréhension de l'offre.</li></ul>	non

**\*Il est demandé aux candidats de remettre une offre avec un prix indicatif, correspondant au prix pratiqué à la remise de la présente offre. Ce prix indicatif servira à la comparaison des offres et n'est pas contractuel. L'offre de prix doit être calculée selon le volume réel de la consommation de la SEML Biarritz Océan.**

Une nouvelle offre de prix sera demandée lors de la passation du marché subséquent, pour contractualisation définitive. Les offres auront à ce moment un délai de validité de 24 heures maximum. Les modalités d'exécution du marché subséquent sont reprises à l'article 6 du CCATP.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C.

En cas de sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre, le candidat et le sous-traitant doivent compléter et signer le document **DC4**.



### 10.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **30 jours à compter de la date limite de réception des offres.**

Pendant toute cette période, l'opérateur économique ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le pouvoir adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Au-delà du délai de validité, les opérateurs économiques seront libérés de leur engagement

## 11 CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Le dépôt doit s'effectuer uniquement via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> (horodatage). Il est donc conseillé d'anticiper la date et l'heure de remise afin de parer à tout retard ; Le pli sera considéré « hors délai » et écarté de la consultation si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est également pas autorisée.

En cas de difficultés techniques, le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site <https://demat-ampa.fr/>

Le soumissionnaire devra présenter son offre en deux fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.** Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

#### **Antivirus :**

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

### Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise **dans les délais impartis**, sur support physique électronique (formats disponibles au choix tels clé USB, CD-Rom etc.), ou sur support papier comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre. **Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « Ne pas ouvrir. Copie de sauvegarde pour la consultation « Fourniture d'électricité pour Biarritz Océan – AOO-01-2025 ».**

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

#### **SEML BIARRITZ OCEAN**

SERVICE MARCHES PUBLICS

(NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE)

Plateau de l'Atalaye

64200 BIARRITZ

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

## **12 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **12.1 SELECTION DES CANDIDATURES**

Les critères relatifs à la candidature sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que les capacités professionnelles.

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures :

- Les candidats frappés d'une interdiction de soumissionner au sens des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.
- Absence de fournitures d'une des pièces demandées à la rubrique « composition des candidatures et des offres »
- Candidatures ne présentant pas de garanties et capacités techniques, financières et/ou professionnelles suffisantes.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 12.2 JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur prix : pertinence économique de l'offre.	30 %
Valeur technique : adéquation de l'offre avec la prescription du CCATP et les besoins du pouvoir adjudicateur selon les informations reprises dans le mémoire technique du candidat (cf. article 10.2)	70 %

Des précisions pourront être demandées au candidat si son offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, ou dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

Il est rappelé que les candidats devront transmettre un Mémoire Technique dans leur offre. En l'absence de ce document, l'offre du candidat sera classée irrégulière et rejetée.

Il est rappelé aux candidats que l'offre de prix remise au stade de l'accord-cadre est basée sur un prix indicatif. Une nouvelle offre de prix sera demandée lors de la passation du marché subséquent pour contractualisation définitive. Les modalités d'exécution du marché subséquent sont reprises à l'article 6 du CCATP.

### Mise en œuvre de l'évaluation technique :

L'analyse des offres sera conduite, en collaboration avec le **CLIENT** par le **CONSULTANT** :

- La société « **Dionysos** », société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, ayant son siège au **46 AVENUE GABRIELE D'ANNUNZIO, 33600 PESSAC**, immatriculée au R.C.S de Bordeaux sous le numéro **893118448**, représentée par **Benjamin Maury en sa qualité de Gérant**.

### Mise en œuvre de l'évaluation financière :

Chacune des variantes de prix proposées (Montant Total Estimatif BPU) sera noté avec la méthode suivante :

L'offre régulière la moins-disante se verra attribuer le maximum de points.

Pour les autres offres, les notes seront déterminées en application de la formule suivante :

**(Prix du moins disant/Prix de l'offre à noter) \* coefficient de pondération**

La note finale sera constituée de l'addition des notes obtenues pour chacun des deux critères.

## 13 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

### 13.1 MISE AU POINT

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

### 13.2 ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, les autres offres sont triées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue. Pour attribuer le marché le pouvoir adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères repris ci-dessus.

Lorsqu'aucune offre n'a été remise ou lorsqu'il n'a été proposé que des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables la procédure est déclarée sans suite ou infructueuse.

Le pouvoir adjudicateur avise par le biais du profil acheteur, les candidats non retenus et notifie le marché à l'attributaire. Il se réserve le droit de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-7 à R2143-15 du code de la commande publique dans un délai qui ne pourra excéder 7 jours à compter de la réception du courrier d'information du candidat susceptible d'être retenu. Ces documents peuvent avoir été fournis lors de la remise de l'offre (conseillé) :

1. Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail :
  - a. Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** dont la personne contractante s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale,
  - b. Une **attestation de régularité fiscale**.
  - c. Un **numéro d'identification INSEE**
  - d. la **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D 8254-2, D 8254-3, D 8254-4, D 8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
2. Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.
3. Une **attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution de la prestation objet du marché. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat de détachement établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Ces pièces doivent être produites tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre et devront être transmis par e-mail à la SEML BIARRITZ OCEAN

Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et la candidature éliminée. En ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

## 14 SIGNATURE DU MARCHE

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

## 15 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 15.1 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des informations complémentaires sur cette consultation, **les candidats devront adresser une demande au plus tard dix jours avant la date limite de dépôt des offres** par le biais de la plateforme : <https://demat-ampa.fr/>

Une réponse sera adressée aux candidats cinq jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

### 15.2 PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

#### Tribunal JUDICIAIRE de PAU

5 Pl. de la Libération

64000 PAU

Tél : 05 47 05 34 00

Fax : 05 59 82 46 64

Courriel : [tj-pau@justice.fr](mailto:tj-pau@justice.fr)

Site web : <http://www.ca-pau.justice.fr/>